



APPEL INTERSYNDICAL à la GREVE, le mardi 16 décembre 2008

Monsieur le Secrétaire d'État chargé des sports, de la jeunesse et de la vie associative,

Avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) de l'État, c'est en réalité tout le principe républicain de l'égalité d'accès au service public qui est remis en cause.

Au-delà d'une argumentation de façade célébrant une pseudo modernisation, la RGPP a trois ambitions majeures, que nous dénonçons :

- Une suppression massive et insidieuse de missions de service public, au travers du reformatage des ministères, services déconcentrés et établissements, ou de la fermeture de ces derniers, sans tenir compte du considérable préjudice social que cela entraînera pour la société, particulièrement à l'aube d'une crise économique et sociale majeure.
- Une destruction de très nombreux emplois publics (plus de 30 000 en 2009 et au moins 160 000 d'ici 2012), sans tenir compte du considérable préjudice social que cela entraînera pour la société et les personnels concernés.
- Une profonde mise à mal des droits du travail et du statut général des fonctionnaires, d'État en particulier.

**Pour sauvegarder un département ministériel d'éducation tout au long de vie, adossé aux activités physiques et sportives, de jeunesse, d'éducation populaire et au développement de la vie associative,
les fédérations et syndicats signataires demandent :**

- le maintien des missions éducatives du ministère sur l'ensemble du territoire, accompagné d'une ambition de politique publique d'Etat à la hauteur des enjeux de société,
- l'affectation de moyens humain et financier en conséquence, donc le maintien de tous les postes,
- la préservation des instituts (INJEP, INSEP), écoles nationales, CREPS, services déconcentrés et d'administration centrale, supports de la bonne mise en œuvre de ces missions, le maintien et l'amélioration du réseau qu'ils constituent,
- le respect des métiers et missions et statuts des personnels, le rétablissement des concours annuels de recrutements pour compenser les nombreuses suppressions d'emplois enregistrées ces dernières années dans toutes les filières,

et appellent tous les personnels à une journée de mobilisation, d'actions et de grève le mardi 16 décembre 2008, avec, notamment, une manifestation devant le secrétariat d'Etat, av. de France, à partir de 12h. L'intersyndicale envisagera solidairement les suites à donner au mouvement.

%%%%